

RESEAU AFRIQUE 2000 PLUS
Bureau Régional

TERMES DE REFERENCE
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT JURISTE
CHARGE DE L'ELABORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL
DU RESEAU AFRIQUE 2000 PLUS

1. Contexte et objectif

Le Réseau Afrique 2000 Plus est la suite du programme Réseau Afrique 2000 lancé en 1989 pour venir en aide à l'Afrique confrontée à la crise économique. Placé sous la tutelle administrative du PNUD, le programme couvre 12 pays dans lesquels des résultats significatifs ont été enregistrés et qui demandent à être consolidés à partir d'une approche nouvelle de manière à rendre plus efficaces les politiques de développement à la base. La transformation institutionnelle du programme se situe donc dans le contexte des approches de développement global, régional et national.

Cette initiative pour une nouvelle vision du Réseau coïncide avec les nouvelles approches du Second Cadre de Coopération Régionale (RCF2 2002-2006) du Bureau Régional pour l'Afrique (RBA/UNDP) dont l'objectif est de conduire l'Afrique dans le processus du développement global à travers le renforcement de la démocratie et de la gouvernance participative, la construction de la paix, la réduction de la pauvreté et de la menace du VIH/SIDA.

La présente consultation vise à créer une structure autonome - **Réseau Afrique 2000 Plus** - dont l'objectif est de promouvoir le renforcement des capacités des communautés locales et la gestion du développement participatif auto-approprié à la base, le partenariat stratégique et les échanges d'expériences en prenant en compte les questions transversales comme l'environnement, le genre, le VIH/SIDA, etc. Le programme Réseau Afrique 2000 Plus devra jouer le rôle de conseil auprès des partenaires et décideurs pour les politiques et stratégies de développement en amont et pour la mobilisation des ressources humaines et financières au profit des communautés locales.

2. Responsabilités

Le consultant travaillera sous la supervision de la Coordination Régionale du Réseau Afrique 2000 Plus basée à Ouagadougou. Sur la base des actes de l'atelier de Nairobi (24-28 Mai 2001), du rapport de consultation sur la réforme institutionnelle du Réseau Afrique 2000 (22 Juin 2001) et du document du Projet d'Assistance Préparatoire (Africa 2000 - Plus Network Programme, RAF/02/004/A/01/31 du 1^{er} Avril 2002), le consultant est chargé:

- a) de faire une recherche documentaire pour comparer les statuts légaux de différentes institutions régionales africaines de référence poursuivant des buts

similaires, telles que ENDA (Sénégal), EMPRETEC (Zimbabwe), African Capacity Building (Zimbabwe), WILDAF, African Population Center, the International Liaison Center (Nairobi). L'objectif de cette étude comparative est d'identifier le type de structure permettant d'assurer le maximum d'autonomie et de flexibilité pour faciliter le réseautage;

- b) sur la base de cette recherche documentaire, de prodiguer des conseils à la Coordination Régionale du Réseau pour le choix de la nature juridique de la nouvelle structure du Réseau, notamment en ce qui concerne l'option entre une structure de type ONG, Fondation ou autre;
- c) d'élaborer les projets de statuts et de règlement intérieur de la nouvelle structure régionale - Réseau Afrique 2000 Plus - en fonction du type d'institution retenu. Ces documents seront envoyés aux Coordonnateurs Nationaux des 11 pays concernés et à des personnes ressources en y joignant les arguments ayant prévalu au choix de la nature juridique de la nouvelle structure du Réseau pour échanges de points de vues ⁽¹⁾. Les différents commentaires seront transmis au consultant par le biais de la coordination régionale du Réseau pour prise en compte dans les projets de statuts;
- d) de vérifier la compatibilité juridique des statuts de la nouvelle structure du Réseau avec les lois du pays siège;
- e) de présenter ces documents de projets à la réunion statutaire des membres fondateurs et de jouer le rôle de facilitateur pour leur adoption par les dits membres. Cette réunion sera convoquée par la Coordination Régionale du Réseau et verra la participation des Coordonnateurs Nationaux des 11 pays concernés et des représentants du PNUD et de l'UNOPS;
- f) d'incorporer les différentes recommandations et suggestions issues de la réunion des membres statutaires et finaliser les documents;
- g) de rédiger le procès-verbal de la réunion statutaire;
- h) de préparer le dossier d'enregistrement des statuts et du règlement intérieur du Réseau Afrique 2000 Plus en vue de le faire enregistrer auprès des services publics compétents du pays siège.

3. Durée de la consultation

La consultation est prévue pour une durée de 50 jours effectifs à compter du 27 Juin 2002.

⁽¹⁾ Cette tâche incombe à la Coordination Régionale du Réseau

4. Qualifications

- Diplôme supérieur en droit (MA, Doctorat/Ph.D)
- Minimum 10 ans d'expérience professionnelle
- Avoir une expérience en développement institutionnel
- Avoir une bonne connaissance du régime des structures privées de type ONGs, Associations ou Fondations
- Avoir une bonne connaissance du français et de l'anglais (écrit et parlé)
- Etre immédiatement disponible

5. Honoraires

Le consultant percevra des honoraires au taux de 57.785 FCFA par jour (taux officiel des Nations Unies au Burkina Faso pour les consultants nationaux), soit un total de 2.899.165 FCFA, c'est-à-dire 4,150 USD (1 USD = 698.594 FCFA, taux de juin 2002). Le consultant sera payé en trois tranches à raison de:

- 30 % (869.749,50 FCFA) au démarrage de la consultation
- 30 % (869.749,50 FCFA) à la remise du rapport provisoire
- 40 % (1.159.666 FCFA) à la remise du rapport définitif des statuts et du règlement intérieur et du dépôt du dossier d'enregistrement auprès des services compétents.

AFRICA 2000 PLUS NETWORK
Regional Office

TERMS OF REFERENCE
FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT (JURIST)
TO ELABORATE THE INSTITUTIONAL FRAMEWORK
OF AFRICA 2000 PLUS NETWORK

1. Context

The Africa 2000 Plus Network is the successor of the Africa 2000 Network programme which was launched in 1989 to help Africa resolve its economic crisis. Placed under the administrative supervision of UNDP, the programme covers 12 countries in which significant results have been achieved which need to be consolidated in a new approach to render more outstanding the development policies at the grassroots level. The process of the institutional re-designing of the programme is placed in the context of the global, regional and national development reform issues.

This initiative for a new vision of the Network coincides with the new approaches of the Second Regional Cooperation Framework (RFC2 2002-2006) of the Regional Bureau for Africa (RBA/UNDP) which goal is to mainstream Africa in the process of globalisation by strengthening democracy and participatory governance, building peace, reducing poverty and the threat of HIV/AIDS.

The actual consultation is to create an autonomous institution - **Africa 2000 Plus Network** - which goal is to promote capacity building of the local communities and self-owned participatory development management, strategic partnership and exchange of experience while taking into account, cross-cutting issues such as environment, gender, HIV/AIDS, etc. The Africa 2000 Plus Network programme must play the role of adviser to partners and decision-makers for upstream policies and strategies development and for human and financial resources mobilisation for local communities.

2. Responsibilities

The consultant will be under the responsibility of the Africa 2000 Plus Network's regional coordination located in Ouagadougou. Based on the records of the Nairobi workshop (24-28 May 2001), the consultation report on the institutional re-design of the Africa 2000 Network (22 June 2001) and the Preparatory Assistance Project document (Africa 2000 Plus Network Programme, RAF/02/004/A/01/31 of April 1, 2002) the consultant is responsible for the following tasks :

- a) undertake a literature review to compare the legal statutes of different regional institutions of reference in Africa, working towards similar ends, such as ENDA (Senegal), EMPRETEC (Zimbabwe), Africa Capacity Building (Zimbabwe),

WILDAF, Africa Population Center, the International Liaison Center (Nairobi). The objective of this comparative study is to identify the type of structure which insures the maximum of autonomy and flexibility to facilitate the networking;

- b) based on the literature review, provide advice to the regional coordination of the Network for the choice of the juridical nature of the new institution of the Network, notably concerning the option between NGO Foundation or other type;
- c) elaborate the draft documents of the statutes and rules of the new structure - Africa 2000 Plus Network - according to the type of institution that has been selected. These documents will be sent to the National Coordinators of the 11 countries and to resource persons, including the argumentation that have led to the choice of the juridical nature of the new institution of the Network, for exchange of point of views ⁽¹⁾. The different comments will then be transmitted to the consultant throughout the regional coordination for consideration;
- d) verify the legal compatibility of the new institution of the Network with the laws of the headquarters country;
- e) present these project documents during the meeting of the founder members and play the role of facilitator for their adoption by the so-called members. This meeting will be prepared by the Regional Coordination of the Network and will concern the National Coordinators of the 11 countries and representatives of UNDP and UNOPS;
- f) take into account the different recommendations and suggestions of the statutory members to finalise the documents;
- g) write out the minutes of the statutory meeting;
- h) prepare the records to register the statues and rules of Africa 2000 Plus Network at the relevant public services of the headquarters country.

3. Duration

The consultation will last 50 working days and will start on June 27, 2002.

⁽¹⁾ This task is the responsibility of the Regional coordination

4. Qualifications

- Advanced degree in law (MA, Doctorate/Ph.D)
- At least 10 years of professional experience
- Have an experience in the field of institutional development
- Have a good knowledge of the regulations of private bodies of the type of NGO, Association or Foundation
- Be fluent in French and English (writing and communication skills)
- Be available immediately

5. Honorarium

The consultant will perceive an honorarium of FCFA 57.785 per day, equally a total of FCFA 2.899.165, that is to say US \$ 4,135.8 (1 US\$ = 698.94 FCFA, rate of June 2002). He will be paid in three phases, as follows :

- 30 % (869.749,50 FCFA) at the beginning of the consultation
- 30 % (869.749,50 FCFA) at the deposit of the provisory report
- 40 % (1.159.666 FCFA) at the deposit of the final report and the records of registration at the relevant services.